

07 – CREATION D'UNE RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE

Pour aider l'autorité municipale à remplir ses missions de sécurité publique, la loi offre la possibilité aux communes de créer une réserve citoyenne, fondée sur les principes du bénévolat et placée sous l'autorité du Maire, dans les conditions fixées par les articles L 724-1 à L 724-14 du code de la Sécurité Intérieure.

Elle offre aux bénévoles, qui apportent leur aide à la commune, la protection assurancielle de la collectivité pour cette activité. Ces derniers sont sollicités ponctuellement par les services de la commune lors de manifestations publiques, à l'occasion d'opérations de sensibilisation, de prévention ou d'amélioration du cadre de vie de la population, et bien entendu, en cas de crise.

Cette réserve ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence.

De la même manière, son action est complémentaire et respectueuse des services municipaux et autres instances de participation citoyenne ou encore des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

La Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) se verra dotée d'un budget intégré à celui de la Police Municipale, et de moyens mutualisés avec ceux des services communaux, en cohérence avec leur propre activité.

La RCSC sera pilotée par Le Maire, ou un élu nommément désigné par arrêté municipal.

Les réservistes seront recrutés selon des conditions fixées par arrêté municipal, ils seront signataires d'un engagement à servir dans la réserve communale (ESR).

Plus généralement, les missions, l'organisation et le fonctionnement de la RCSC seront précisés par arrêté du Maire. Ce même arrêté constituera le règlement intérieur de la RCSC.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

Vu	le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 ;
Vu	le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L724-1 à L724-13 ;
Considérant	la nécessité de garantir à la commune tous les moyens d'action possible en situation de crise ;
Considérant	que la succession de crises et sinistres traversés récemment corroborent la nécessité d'accompagner et de renforcer la dynamique et l'implication citoyenne ;
Considérant	l'avis favorable de la Commission Sécurité réunie en date du 18 mars 2025

10 AVR. 2025

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DECIDE,***

- DE CREER** une Réserve Communale de Sécurité Civile sur la commune d'ERQUY chargée d'apporter son concours au Maire en matière de sécurité publique,
- D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- DE RAPPELER** que la présente délibération peut faire objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- | | |
|--------------------|----|
| - Votes favorables | 17 |
| - Vote défavorable | 00 |
| - Abstention | 00 |

ERQUY, le jeudi 03 avril 2025

La secrétaire de séance

Josyane BERTIN



Le Maire,

Henri LABBE

